

Élections du Parlement européen : résultats ambivalents pour la gauche

Interview du président du Parti de la gauche européenne,
Lothar Bisky *, pour Transform !

Êtes-vous satisfait des résultats des élections européennes ?

Oui et non. Dans l'ensemble, les partis membres de la Gauche européenne ont eu des résultats stables. AKEL à Chypre et le Bloc de gauche portugais ont même recueilli un nombre remarquable de voix. Le Front de gauche qui n'a été constitué que quelques mois avant les élections est devenu une force qui compte dans la politique française. Plusieurs nouveaux partis se sont joints à notre groupe parlementaire, au GUE/NGL.

Mais, bien entendu, la diminution du nombre de députés du GUE/NGL au Parlement européen n'est pas un bon point de départ pour notre travail. Ainsi, en Allemagne, nous avons espéré un meilleur score que le résultat final au soir de l'élection. Et, bien sûr, la défaite de la gauche italienne est particulièrement amère, une défaite qui nous touche jusqu'ici à Bruxelles et au sujet de laquelle je ne veux pas épiloguer ici. Je ne peux vraiment pas me réjouir non plus de la défaite des sociaux-démocrates qui n'ont fait que récolter les fruits de leur changement d'orientation de politiques social-démocrates pour des choix néolibéraux. Dans une telle situation, les gens votent pour l'original plutôt que pour la copie. Cela explique peut-être en partie les résultats électoraux des forces libérales et conservatrices.

Je suis aussi préoccupé par la faible participation des électeurs. Cela montre que, quand la population ne peut pas participer aux décisions de l'Union

* Également député européen et président du groupe parlementaire GUE/NGL.

européenne, elle éprouve, parallèlement, peu d'intérêt pour les élections européennes.

C'est avec stupéfaction et une profonde inquiétude que j'ai constaté la montée des partis d'extrême droite. Nous devons être vigilants face à cette évolution.

Pourquoi les partis de la gauche démocratique ne bénéficient-ils pas de la crise alors que ce sont eux qui, pendant des années, ont alerté sur les conséquences d'une déréglementation effrénée ?

Personne ne vote pour vous uniquement parce que vous avez prévu les événements depuis le début. On ne peut pas dire que la gauche n'a pas fait de propositions. Avec la plate-forme électorale de la Gauche européenne, trente partis de vingt-et-un pays sont pour la première fois parvenus à une base commune pour la campagne électorale. Et c'est – je ne me lasse pas de le souligner – un petit événement. La plate-forme contient des propositions très concrètes. C'est pourquoi nous devons nous demander si nous en avons fait assez pour faire connaître nos propositions. Et nous devons aussi nous demander si nous parlons un langage compris par le peuple.

À l'exception de deux partis, aucun progrès, une défaite amère et des espoirs déçus. Y voyez-vous une crise de la gauche européenne ?

Je ne veux pas parler de crise, parce que les résultats sont trop différenciés pour cela. Mais, dans l'ensemble – et c'est évident – la gauche en Europe n'est pas à l'offensive et les causes en remontent à la fin de l'affrontement entre les blocs en 1989/90 ; elles ont un rapport avec les tentatives difficiles des partis démocratiques et socialistes pour définir une nouvelle orientation dans un monde devenu plus libéral du fait des choix néolibéraux, mais nullement plus solidaire ou plus pacifique. Et face à la crise financière et économique, il est nécessaire de dépasser cette situation. En tant que président de la Gauche européenne, je considère comme de mon devoir de contribuer à atteindre cet objectif. Lors de sa prochaine session, le bureau exécutif devra, par conséquent, ouvrir le débat à ce sujet, ce qui devrait aboutir à des décisions concrètes lors du prochain congrès du parti en 2010. Pour cela, je souhaite également le soutien de notre fondation, le réseau Transform ! qui – avec son potentiel intellectuel – peut apporter une contribution importante à l'analyse de la situation.

Dans quelle direction le parti doit-il se développer ?

Au cours de ses cinq années d'existence, le parti a fait un bon travail pour développer sa politique. La meilleure preuve en est la plate-forme électorale



Prof. Dr Lothar Bisky

que j'ai déjà mentionnée ci-dessus. La question est maintenant : comment et dans quelle mesure chaque parti individuellement peut-il donner forme à ces positions communes dans sa politique nationale ? Pour tout ce qui concerne le « quoi », nous avons un certain nombre de propositions communes. En ce qui concerne le « comment » nous devons intensifier nos efforts d'échange et de communication pour faire savoir que la gauche européenne fait ces propositions et qu'avec elles, on peut réussir. Et nous n'aurons réussi qu'une fois qu'on se sera approprié et qu'on aura adopté ces idées dans les entreprises, les forums sociaux, avec les militants du champ culturel, dans les universités et dans les municipalités.

Je suis, en outre, fortement attaché à ce que la Gauche Européenne passe d'un parti de partis à un parti qui soit visible comme acteur de plein droit et présent dans la conscience de ses membres. Le travail qui a déjà été fait dans les réseaux de la Gauche européenne – comme le réseau de syndicalistes ou le réseau de femmes (El-Fem) – représente une avancée importante en ce sens. C'est ce genre d'orientation politique que nous devons développer. L'adhésion individuelle peut également en être un instrument. Enfin, nous devons réfléchir à des modes d'action nous permettant d'être perçus par le public comme un parti européen – avec des conséquences positives sur la place de la gauche en Europe et dans les États individuellement.

Atteindre ce but est crucial pour la gauche européenne si elle veut se rapprocher de son objectif d'une Europe plus démocratique, plus sociale et plus coopérative, avec une économie écologiquement durable, et représenter une force de paix dans le monde.

Quelles options stratégiques envisagez-vous pour la gauche à gauche de la social-démocratie en Europe ?

Presque partout en Europe, la gauche est loin de réaliser l'hégémonie culturelle qui – selon Gramsci – est une condition nécessaire pour atteindre notre objectif de changement social. La question est de savoir si, dans les années à venir, la gauche veut se consacrer patiemment à son amélioration et regagner le *leadership* pour son discours politiques, ou bien si nous ne pouvons pas accepter que nos propositions soient différées plus longtemps. Il me semble qu'on ne peut en aucun cas accepter un nouveau retard concernant certaines de nos propositions et que – tout en travaillant pour la réalisation de l'hégémonie culturelle – nous avons à nous impliquer dans des alliances politiques concrètes avec toutes les forces démocratiques qui agissent pour les mêmes objectifs. Ce faisant, on ne doit exclure aucune forme parlementaire et extra-parlementaire visant à exercer une influence politique. Le seul critère est de contribuer à apporter des changements sociaux dans la direction que nous voulons. Ce n'est pas une contradiction ; bien au contraire, elle peut même contribuer à gagner l'hégémonie culturelle.

Je pense aussi que la gauche en Europe doit se tourner vers la gauche dans d'autres parties du monde, tout d'abord en Amérique latine. Nous pouvons y trouver une impulsion profitable pour notre réflexion stratégique. L'intensification de notre coopération avec la gauche latino-américaine ne peut que nous aider à progresser.

Vous avez mentionné les résultats effroyablement bons de l'extrême droite. Comment la gauche, selon vous, doit-elle réagir ?

Ce doit être une question d'orientation pour la gauche de se dresser contre toute forme d'intolérance, de discrimination, de xénophobie et de violence. Mais si nous voulons aborder le problème par la racine et couper les ailes aux démagogues bruns, nous devons nous attaquer à ses causes sociales. Un manque de perspective sociale et un faible niveau de formation rendent les gens sensibles aux cris de ralliement simplistes de l'extrême droite. Mais il existe aussi des politiciens qui n'appartiennent pas eux-mêmes à l'extrême droite et qui tentent d'exploiter les craintes diffuses des gens et leurs préoccupations pour leurs propres fins. Ce sont eux aussi qui préparent le terrain pour les succès de l'extrême droite. Nous devons élever nos voix contre cela également.

Contribuer à développer un consensus antifasciste de fond dans la société tout entière est une tâche à laquelle ceux qui travaillent dans les médias, dans les institutions éducatives et dans leurs quartiers sont tout aussi activement impliqués que les hommes politiques démocrates.

Vous êtes maintenant président du groupe GUE/NGL au Parlement européen. Quels sont vos projets pour les cinq prochaines années ?

Tout d'abord, il est important que nous soyons à nouveau parvenus à constituer un groupe de gauche pluraliste. Bien que les partis du groupe GUE/NGL aient des approches idéologiques qui diffèrent partiellement – il ne faut ni ignorer, ni surestimer ce fait –, ils ont travaillé ensemble avec succès dans la dernière législature. Dans mon esprit, la pluralité du groupe GUE/NGL est importante et je la considère comme une pierre angulaire pour une bonne coopération au sein du Parlement européen. Nous devons poursuivre dans les directions où nous avons réussi à donner une impulsion d'une certaine importance¹ : dans notre lutte contre la directive temps de travail, la protection des consommateurs, la prise de responsabilité pour un traitement humain des réfugiés, dans notre engagement pour une politique du commerce extérieur juste et coopérative, dans notre lutte pour le progrès du désarmement. Lors de notre campagne électorale, nous avons dit très clairement que la gauche en Europe se centrerait sur une politique de gestion de la crise dont les plus pauvres ne doivent pas payer le coût et dans laquelle la protection de la planète ne peut pas attendre plus longtemps. Nous devons devenir des experts dans plusieurs domaines et ce très rapidement, parce que la réforme de la politique agricole commune ou la réforme du budget – pour ne citer que quelques sujets – seront des questions essentielles inscrites à l'ordre du jour de la prochaine législature et à propos desquelles une politique de gauche ne peut pas garder et ne gardera pas le silence.

Notes

1. Voir l'article de Francis Wurtz dans *Transform!* N° 4.